HAL
open science

Syrie : Guerre civile et internationalisation du conflit

Fabrice Balanche

To cite this version:

Fabrice Balanche. Syrie : Guerre civile et internationalisation du conflit. Eurorient ISSN 1284-4519, 2013, 41, pp.14-30. halshs-03177148

HAL Id: halshs-03177148

https://shs.hal.science/halshs-03177148v1

Submitted on 22 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Syrie : Guerre civile et internationalisation du conflit

Fabrice Balanche

Résumé

Abstract

Le 31 janvier 2011, une centaine d'opposants syriens manifestaient pacifiquement place Arnous à Damas. Ils étaient silencieux, portaient des bougies et tenaient des écriteaux sur lesquels étaient simplement inscrits « *na'am al houryé* » (oui à la liberté). Le lieu était habilement choisi : une petite place à la fin de la grande avenue commerçante de Salhyeh, devant la statue d'Hafez el-Assad. Le slogan était ironique car lorsqu'on dit « *na'am* » en Syrie c'est lors du plébiscite présidentiel qui vise à reconduire le raïs pour un nouveau mandat de 7 ans, avec des scores dignes de l'Union Soviétique[1]. Ces manifestants étaient cernés par plusieurs centaines de policiers en uniforme et en civil, dans le but de dissuader les passants de se joindre à eux.

Malgré ses déclarations rassurantes au *Washington Post* en décembre 2011[2], Bashar el Assad savait qu'il n'était pas à l'abri d'une contagion révolutionnaire. Durant l'hiver 2010-2011, les Syriens avaient pu suivre les évènements de Tunisie et d'Égypte en direct sur les chaînes panarabes : la saoudienne Al Arabya et la qatarienne Al Jeziraa. Le feu couvait et il a suffi d'une étincelle, en mars 2011, pour mettre le feu aux poudres : l'arrestation d'une douzaine d'adolescents à Deraa, torturés et emprisonnés durant trois semaines, pour avoir écrits sur le mur de leur école des slogans antirégime. La maladresse avec laquelle les services de renseignement (*moukhabarat*) de Deraa ont géré l'affaire conduisit à la révolte de la ville de Deraa et du Hauran (la province de Deraa), avant de se propager dans le reste du pays.

La réaction de Bashar el Assad fut maladroite. Dans un discours au parlement, le 30 mars 2011[3], il résuma la révolte à un complot organisé de l'étranger. Le 25 mars 2011, Yusuf al-Qaradawi, un cheikh égyptien, réfugié au Qatar depuis les années 1980, déclara dans son émission hebdomadaire, *ash-Shariah wal-Hayat*[4], sur Al Jezira : « *Aujourd'hui le train de la révolution arabe s'était arrêté à une station, il s'agit de la station syrienne. La Syrie ne peut pas rester en dehors de l'histoire de communauté arabe* »[5]. Ce discours fut considéré comme une déclaration de guerre de la part du Qatar et des Frères Musulmans, auxquels appartient Yusuf al-Qaradawi.

1- En 1998, Hafez el Assad a culminé à 99,98 % des voix. Bashar el Assad a commencé plus modestement en 2000 avec 97 %, car il fallait lui laisser une marge de progression pour les prochains plébiscites.

2- « Bashar al-Assad denies crackdown in exclusive interview with Barbara Walters », *Washington Post*, 7 th December 2011. http://www.washingtonpost.com/blogs/blogpost/post/bashar-assad-denies-crackdown-in-exclusive-interview-with-barbara-walters/2011/12/07/gIQAR9CEcO_blog.html

3- « Syrie : Le discours de Bachar al-Assad ne pouvait pas surprendre », *Libération*, 30 mars 2011. http://www.liberation.fr/monde/01012328874-syrie-le-discours-de-bachar-al-assad-ne-pouvait-pas-surprendre

4- « La loi islamique et la vie », regardé par 60 millions de personnes dans tout le monde arabe.

5- Al Jezira, le 25 mars 2011.

À ce stade de la crise, nous étions bien dans un processus révolutionnaire, comparable à celui de l'Égypte et de la Tunisie, mais depuis le conflit est entré dans une logique de guerre civile avec des tendances communautaristes, en raison de la nature du régime et de l'organisation de la société syrienne. Bachar el Assad espère alors que le danger d'un scénario à l'irakienne suffira à ramener le calme, pour peu que quelques réformes symboliques soient annoncées. Mais, quelques mois plus tard, le régime semble largement dépassé par le processus. Au niveau international la menace habituelle : « *Moi ou le chaos* » (celui-ci étant incarné par les islamistes) ne semble plus fonctionner. Les Occidentaux ne se sont pas opposés à l'arrivée des Frères Musulmans en Tunisie et en Égypte. Et une Syrie dirigée par des islamistes, libéraux sur le plan économique et pro-qataris ou pro-saoudiens, leur paraît préférable à un régime baathiste laïque certes, mais pro-iranien.

A-Une révolte sociale face à la pauvreté et à la corruption du système

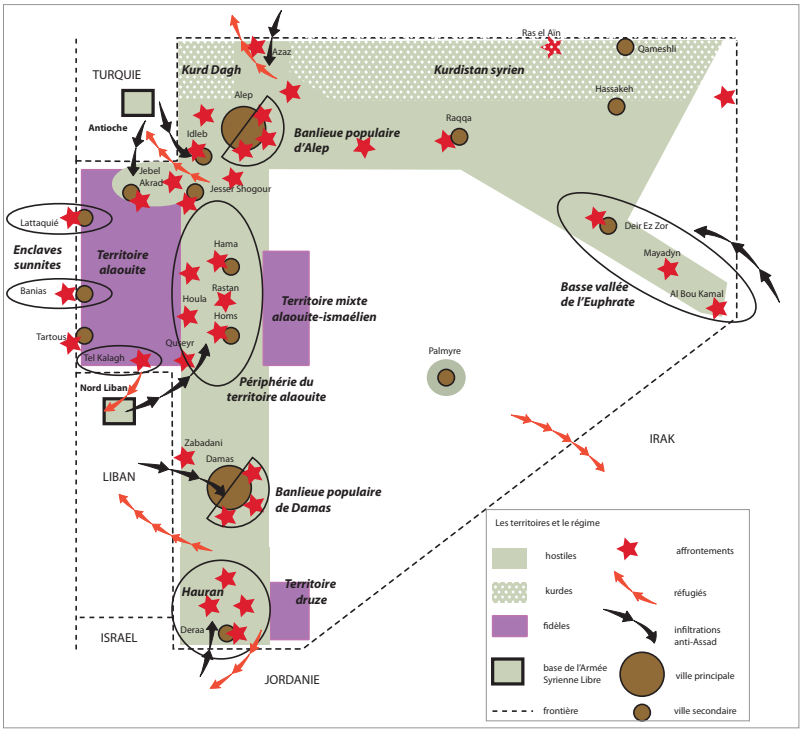
Dès les premiers jours de la révolte à Deraa, les manifestants s'en sont pris aux bâtiments des « services de renseignements » qui font régner la terreur dans la population, mais également aux locaux de Syriatel, la compagnie de téléphonie mobile de Rami Makhlouf, le cousin de Bashar el Assad, homme d'affaire honni de la population. Rami Makhlouf est le symbole du « capitalisme des copains »[6] qui caractérise le régime de Bachar el Assad : des hommes d'affaires liés au pouvoir qui s'enrichissent au-delà de toute limite[7], tandis que la majorité de la population s'appauvrit. Une plaisanterie illustre parfaitement le sentiment de la population sur cette nouvelle classe d'affaires et sur Rami Makhlouf en particulier : « si tu veux t'enrichir en Syrie, soit tu dois être un voleur soit un Makhlouf » *(« ya khalef ya makhlouf »*). Autre temps autre mœurs, dans les années 1980-1990, le symbole de la corruption du régime était incarné par Fawaz el Assad, un autre cousin germain de Bashar el Assad, surnommé le « gangster de Lattaquié », qui prospérait dans le racket des commerçants et la contrebande en provenance du Liban. Avec Rami Makhlouf, nous avons changé d'échelle : le premier réseau de téléphonie mobile de Syrie, l'import-export, la majorité des parts de la Byblos Bank de Syrie, des placements à Dubaï, etc. Rami Makhlouf, le symbole le plus flamboyant de l'avidité du clan du clan Assad-Makhlouf, qui désormais s'est lancé dans les affaires au lieu de se contenter de détourner les revenus de l'État.

6- Le « crony capitalism » caractérise l'alliance, voire la fusion, entre la bourgeoisie d'affaire et la bourgeoisie bureaucratique.

7- Balanche Fabrice : « El nuevo leon de Damasco no transformara Siria en un tigre economico », *Revista culturas* numéro 8, *Dix ans de Bachar El Assad*, Sevilla, septembre-octobre 2010.

LES TERRITOIRES DE LA REVOLTE EN SYRIE

L'insurection contrôle les campagnes arabes sunnites et dispute les banlieues au régime



Fabrice Balanche 2013

La politique d'aménagement du territoire et de développement lancée par le régime baathiste fut remise en cause à la fin des années 1980, avant d'être définitivement enterrée par Bashar el Assad. Le nouveau président a tout misé sur l'ouverture et la libéralisation de l'économie pour attirer les investissements étrangers, en particulier en provenance du Golfe. Il ne s'est pas préoccupé de la montée des tensions sociales, si ce n'est que par quelques mesures marginales comme une allocation destinée à l'achat du fuel domestique pour les plus modeste en 2008[8]. Un traité de libre-échange avec la Turquie, signé en 2008, a mis à mal l'industrie manufacturière syrienne, incapable de résister à la concurrence turque. La sécheresse, entre 2007 et 2010, a causé une grave crise dans le monde rural, en particulier les campagnes céréalières du nord-est, dont la population n'eut d'autre solution que de migrer massivement vers les grandes villes syriennes. Un des seuls points positifs fut la croissance du tourisme, qui connut une envolée grâce

8- En 2008, le régime a multiplié par trois le prix du fuel, passant de 6 LS à 18 LS le litre. Le fuel était jusque-là largement subventionné, ce qui grevait les finances de l'État. Mais la vérité des prix fut insupportable pour la majorité de la population.

au développement de l'infrastructure hôtelière. Fort de ce succès, Bashar el Assad affirma qu'il s'agissait du « *nouveau pétrole de Syrie* », et qu'il allait permettre de créer deux millions d'emplois à l'horizon 2020. Cette annonce était destinée à donner de l'espoir aux millions de jeunes, diplômés ou non, que l'économie syrienne est désormais incapable d'intégrer. La politique de réforme économique qui devait permettre, notamment, de créer de l'emploi, n'a pas eu le succès escompté. Elle a même provoqué l'effet inverse, allant à l'encontre de la demande sociale et accentuant le mécontentement de la population.

1 – La révolte provient des périphéries

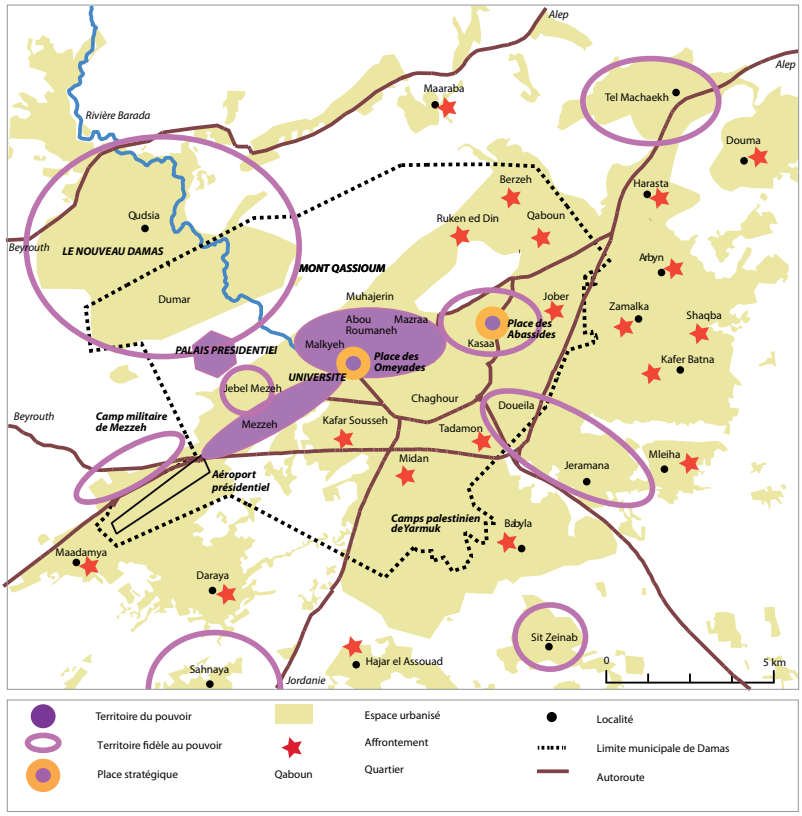
À Deraa, la brutalité de la répression et la morgue avec laquelle les autorités traitèrent les notables venus demander la libération des enfants emprisonnés mit le feu au poudre dans toute la province. Pourtant Deraa n'avait pas la réputation d'être une région rebelle par nature, contrairement au Jebel Druze voisin (province de Soueida[9]) qui lui n'a pas rejoint le mouvement. La population rurale de Deraa a bénéficié de la réforme agraire dans les années 1960-1970. Les investissements dans les services publics ont grandement amélioré le niveau de vie de la population agricole, exploité auparavant dans les latifundias. La diffusion de l'enseignement a permis la promotion de la jeunesse rurale par l'appareil d'État. Les promotions administratives avec leurs débauches d'investissements publics et les nombreuses créations d'emplois de fonctionnaires ont transformé beaucoup de bourgs en petites villes : Dael, Tafila, Sanamaïn, qui sont tristement célèbres aujourd'hui par les combats qui s'y sont déroulés. Cette période est révolue depuis une vingtaine d'années, mais l'inertie du système a permis de maintenir les dividendes de cette politique égalitariste au cours de la décennie 1990. En revanche, dans les années 2000, les canaux de financements se sont asséchés, la nouvelle génération de dirigeants, s'est plus préoccupée de profiter d'une libéralisation économique, qui battait son plein avec Bashar el Assad, que de nourrir le système clientéliste qui soutenait le régime à travers la politique de développement[10]. Les héritiers ont toujours du mal à comprendre que le système légué par le père fondateur, Hafez el Assad, n'est pas immuable et doit être entretenu.

9- Le Jebel Druze a été une région particulièrement rebelle au temps du Mandat français (révolte de 1925-1927), mais aussi à plusieurs reprises après l'indépendance de 1946 (milieu des années 1950).

10- Balanche Fabrice, « Le retournement de l'espace syrien », *Moyen-Orient*, n° 12, octobre 2011.

ESPACE ET POUVOIR A DAMAS

Damas : le centre contre des périphéries populaires



Fabrice Balanche 2013

Sources : cartes topographiques au 1/50 000 de Damas (1985), photo satellite 2008, enquêtes personnelles

Certes, Bashar el Assad devait avant tout s'imposer, face à la vieille garde des compagnons de son père, et résister aux pressions extérieures qui remirent en question sa légitimité à la tête du régime en l'obligeant à évacuer le Liban en avril 2005. Il a d'ailleurs profité de l'occasion pour se débarrasser de serviteurs de son père. Ghazi Kanaan, général alaouite, ex-proconsul au Liban (1982-2002) puis ministre de l'intérieur (2004-2005), fut retrouvé suicidé dans son bureau, le 12 octobre 2005. Quant à Abdel Halim Khaddam, le vice-président, il préféra prendre la fuite en décembre 2005, plutôt que de connaître le même sort que Ghazi Kanaan[11]. Bachar el Assad a laissé la situation économique

11- Une plaisanterie circulait à cette époque sur le suicide de Ghazi Kanaan et la fuite d'Abdel Halim Khaddam : « Abdel Halim Khaddam a voulu se suicider également mais on l'a pas trouvé dans son bureau ». A.H.Khaddam est donc parti précipitemment à Paris en décembre 2005 *« pour rédiger ses mémoires »*. Fin 2011-début 2012, il a tenté une réémergence politique à travers quelques médias français, sans trouver semble-t-il le moindre écho du côté de l'opposition syrienne.

et sociale de la majorité des Syriens se dégrader, incapable de réformer une administration fossilisée et corrompue. La semi-libéralisation économique n'a pas réussi à créer les emplois nécessaires pour absorber le chômage massif que génère naturellement une croissance démographique non maîtrisée[12].

L'étincelle est venue de Deraa et elle s'est rapidement propagée dans les quartiers populaires de Damas, Banias et Lattaquié. Dans ces deux dernières villes ce sont uniquement les quartiers sunnites qui se sont soulevés. Les quartiers alaouites sont restés à l'écart du mouvement, et beaucoup de jeunes ont même rejoint les rangs des milices pro-régime pour mater les manifestations. À Damas, ce sont également les quartiers sunnites et populaires qui se soulèvent dans la banlieue. Les quartiers centraux, peuplés de classes moyennes et supérieures demeurent à l'écart du mouvement, tout comme les banlieues alaouites, druzes et chrétiennes, dont le niveau de vie n'est guère différent de leurs homologues sunnites, si ce n'est que ces communautés ont un meilleur accès à la fonction publique et par conséquent une certaine sécurité matérielle. Les clivages sociaux et confessionnels séparent les opposants des partisans du régime, et à mesure que le conflit s'installe dans la durée, avec son cortège de violences, les solidarités communautaires tendent à prendre le pas sur le social et le politique[13].

2 – Des réponses économiques inadaptées à la crise

Dès les premières semaines de la révolte, et à l'instar de ce qu'ont fait d'autres régimes arabes au même moment (Algérie, Arabie saoudite), Bashar el Assad a annoncé des mesures sociales pour tenter de circonscrire l'incendie qui risquait de l'emporter. Par exemple, le salaire des fonctionnaires a été augmenté de 30 %. Une telle décision était dans les années passées extrêmement bien accueillie par les intéressés, mais aussi par le secteur privé car cela relançait immédiatement la consommation, la moitié de la population active travaillant pour l'État. Mais avec la libéralisation économique et le gel des emplois dans la fonction publique depuis une décennie, cette mesure n'a pas eu le succès escompté. Cela n'a résolu en rien le problème du chômage massif, ni amélioré la situation des millions de personnes qui travaillent dans le secteur informel à la merci des descentes de police et du racket quotidien. L'augmentation du salaire des fonctionnaires a même été prise pour une provocation par les laissés pour compte qui ont accusé le régime de favoriser

12- La population syrienne a doublé à chaque génération entre 1945 et 1990. Depuis, la croissance a légèrement ralenti mais elle conserve un taux de 2,5 % par an, ce qui provoque un doublement après 30 ans. Balanche Fabrice, « La population syrienne : une bombe à retardement », *Al Bank Wa Al Mustathmer* (La Banque et l'investissement), Beyrouth (en arabe), avril 2003.

13- Balanche Fabrice, « Les territoires de la révolte en Syrie », *Outre Terre*, n° 27, Septembre 2011.

une fois de plus les alaouites, très investis dans le secteur étatique[14]. À Banias, petite ville côtière haut lieu de la contestation, les manifestants ont exigé la création de 2000 emplois pour leur communauté (sunnite) à la raffinerie et à la centrale thermique, les deux principaux pourvoyeurs d'emplois de la ville, mais fiefs des alaouites. Dans la plupart des campagnes et des petites villes qui se sont soulevées contre le régime (Deraa, Rastan, Idleb, Tel Bisseh, ect.), victimes de la crise agricole et du désinvestissement de l'État, alors que la population est croissante, les revendications en termes de créations d'emplois publics sont fortes. Comme dans les autres pays qui ont connu le « printemps arabe », la dimension sociale est donc une des composantes fortes du mouvement contestataire, aggravée en Syrie par une situation démographique particulièrement tendue.

L'accès à l'eau est également un thème de mécontentement : les quatre dernières années de sécheresse (2007-2010) ont obligé le gouvernement à interdire les nouveaux puits et fermer de nombreux puits illégaux, ce qui a ruiné beaucoup d'agriculteurs. Bien sûr cette mesure n'a pas été appliquée partout avec la même diligence, en fonction de la corruption et des réseaux clientélistes. Dans la vallée du Ghab, en principe irriguée par un vaste réseau public[15], le débit de l'Oronte ne permet plus d'irriguer les terres en été. La direction de l'irrigation de la vallée du Ghab, dirigée par un cousin de Bashar el Assad, laisse les agriculteurs alaouites creuser des puits tandis que les villages sunnites sont soumis à plus de restriction Pour économiser l'eau, le gouvernement a lancé un vaste de plan de modernisation des techniques d'irrigation en 2005, mais la gestion bureaucratique et la corruption ne permettent pas d'obtenir des résultats convaincants[16]. Depuis le début de la révolte, le régime laisse se développer les pompages illégaux dans toute la Syrie, ce qui risque de provoquer une catastrophe écologique dans quelques années. Heureusement, il bénéficie d'un répit de la part du ciel puisque deux années de fortes pluies (2011-2012) ont mis fin au dernier cycle de quatre années de sécheresses. Le printemps 2011 fut d'ailleurs le plus arrosé des dix dernières années : cela a peut-être contribué à modérer la crise politique, en particulier dans le quart nord-est du pays, et donné à la Syrie des récoltes suffisantes et l'aidant à surmonter les effets des sanctions économiques. Bashar el Assad espère peut-être arriver à mater la révolte dans les régions rurales avant que

14- D'après une enquête réalisée à Lattaquié en 1994 par nos soins, 80 % de la population active travaillait dans le secteur étatique (fonction publique et armée). Les différentes missions que j'ai effectuées en Syrie au cours des dernières années m'ont appris que la situation n'avait pas radicalement changée pour les Alaouites. Balanche Fabrice : *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Karthala, Paris, 2006.

15- Metral France, « Maîtrise de l'eau et société dans la plaine du Ghab », *Revue de Géographie de Lyon*, 1979, vol. 54, n°3, p. 305-325.

16- Balanche Fabrice, « Le programme de modernisation de l'irrigation en Syrie », in « Enjeux de l'eau en Méditerranée orientale », *Revue Méditerranée*, n° 118, juin 2012.

la sécheresse ne sévisse de nouveau, mais au-delà, il n'a pas de plan sérieux pour rationaliser la gestion des ressources en eau pour l'agriculture, mais également pour l'alimentation domestique[17].

La croissance démographique galopante provoque une crise du logement accentuée par l'incurie en matière d'urbanisme. L'accès au logement légal est difficile, en raison de l'absence de crédit immobilier, pour tous ceux qui ne peuvent justifier de revenus fixes, c'est-à-dire les non-fonctionnaires. Cela rejette dans l'informalité la majorité de la population syrienne. Depuis vingt ans, les surfaces occupées par l'informel ont décuplé : 30 % de la population de Damas et 40 % de celle d'Alep résident dans l'informel[18]. De vastes banlieues sans infrastructures publiques, partiellement alimentées en eau, se sont développées autour de la capitale. Elles sont le fruit d'un exode rural massif, mais aussi du déclassement des classes moyennes citadines, rejetées en périphérie par l'envolée du marché immobilier. Devant l'extension anarchique des quartiers informels sur les terres agricoles de la Ghouta (oasis de Damas), l'État a tenté d'appliquer des mesures coercitives. Elles se sont traduites concrètement par une augmentation des pots-de-vin pour passer outre. Il faut souligner que l'exigence d'un toit est d'autant plus importante en Syrie, que cela représente la condition *sine qua non* pour pouvoir se marier : l'homme n'est considéré comme prêt à recevoir son épouse que lorsqu'il est en mesure « *d'ouvrir une maison* ». Or, être condamné à rester célibataire, cela signifie faire abstinence car les relations hors mariages sont strictement prohibées, qui plus est dans les milieux sunnites populaires des banlieues de Damas. Si nous recourrons à des analyses freudiennes nous pouvons en déduire que l'augmentation du célibat masculin en Syrie est un facteur de tensions supplémentaires.

Dès le printemps 2011, le régime s'est empressé de lever les contrôles sur les constructions informelles pour tenter de désamorcer la crise dans les banlieues. La construction de logements a ainsi détourné une partie des jeunes Syriens des manifestations. Mais cela ne représente qu'une solution très provisoire à la crise du logement et plus généralement au malaise social qui règne en Syrie. D'une part, le régime brade les ressources naturelles pour surmonter la crise, d'autre part, tous ces problèmes sont le résultat d'un système politique inadapté qui n'offre aucune perspective d'avenir à la majeure partie de la population. La politique économique de Bashar el Assad n'a fait qu'accentuer les difficultés héritées d'une économie dirigiste à bout de souffle. Quant aux aspirations démocratiques elles n'ont jamais été prises en compte.

17- Balanche Fabrice, « La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes », *Maghreb-Machrek*, septembre 2008.

18- Balanche Fabrice, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'État », *Revue de géographie de l'Est*, octobre 2010.

3 –La concurrence entre les opposants profite au régime et aux Frères musulmans

Les demandes de réformes, exigées dans les premières semaines de la révolte, ont rapidement fait place à la contestation frontale du régime baathiste et de la famille Assad du pouvoir. Les manifestants s'en sont pris aux portraits et statues des Assad, père et fils, qui marquent l'espace, rappelant la présence « *ila al abab* » (*éternellement*) de cette dynastie. Par mesure préventive, le gouverneur de Hama fit retirer les statues de la famille Assad de la ville, pour éviter qu'elles ne soient prises pour cible des manifestants qui occupèrent le centre-ville pendant plusieurs semaines durant l'été 2011. Le gouverneur fut cependant rapidement remercié par le Président qui n'a guère apprécié sa gestion de la crise[19].

Concrètement l'opposition syrienne, dans sa globalité, demande la démocratisation du système, la fin des privilèges du parti Baath, de la toute puissance des services de renseignements (*mukhabarat*), la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, et de véritables élections à tous les niveaux. Bashar el Assad a réagit en abrogeant la loi sur l'état d'urgence le 19 avril 2011[20], mais dans les faits cela ne s'est guère traduit par un changement de pratique sur le terrain, bien au contraire. Un dialogue national fut lancé sous la direction de Farouk el Charaa, le vice-président syrien, sunnite et originaire de la province de Deraa. L'opposition a refusé d'y prendre part, considérant qu'il s'agissait d'une manœuvre du régime pour gagner du temps. À mesure que la répression s'intensifiait et que les morts s'accumulaient, l'espace de négociation avec le régime diminuait. Le 21 aout 2011[21], dans une interview diffusée à la télévision d'État, Le président Bashar el Assad a annoncé une réforme de la Constitution destinée à répondre aux aspirations de la population. La nouvelle mouture prévoit donc la fin du monopole du parti Baath sur la vie politique syrienne, et une élection pluraliste du président de la République pour un mandat de 7 ans renouvelable une fois[22]. Bien entendu cette dernière mesure ne s'applique

19- Le gouverneur de la province de Hama a été limogé le samedi 2 juillet 2011 après que d'immenses manifestations se soient produites à Hama. Cet intellectuel, partisan de la méthode douce et du dialogue, discutait avec les commerçants et les notables pensant calmer la population. Mais c'est le contraire qui a eu lieu, car les hamouis sont fondamentalement contre le régime de Bashar el Assad, et l'on sait que la mémoire du grand massacre de février 1982 est restée particulièrement vive dans la ville martyrisée par Hafez. Le gouverneur a été remplacé par l'ancien chef des services de renseignement de la province, un partisan de la fermeté.

20-http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/04/19/syrie-levee-de-l-etat-d-urgence-en-vigueur-depuis-1963_1510029_3218.html

21-http://www.rfi.fr/moyen-orient/20110822-syrie-le-president-el-assad-discours-occidentaux-sont-valeur

22- Auparavant le candidat à l'élection présidentielle était choisi par le parti Baath qui ensuite demandait l'approbation du peuple par referundum.

qu'à partir de 2014 et ne tient pas compte des mandats précédents effectués par Bashar el Assad. La nouvelle constitution a été officiellement adoptée le 26 février 2012 par 89,4 % des votants avec une participation de 57,4 % [23], ce qui signifie qu'elle a été approuvée par la majorité de la population syrienne. On peut cependant douter légitimement de ce résultat : en temps normal, les Syriens sont déjà peu nombreux à voter (entre 5 et 10 %), sauf pour le plébiscite présidentiel[24], et vu l'insécurité qui régnait début 2012, une telle participation est tout à fait improbable. Les élections législatives du 7 mai 2012 connurent un dénouement semblable[25] : 51 % de participation et une large majorité pour le parti Baath et ses alliés, non plus regroupés sur des listes du « Front National Progressiste » mais sur celles de la nouvelle « Union Nationale ». Les partis de « l'opposition gouvernementale » récemment créés n'eurent que quelques sièges ; quant à la véritable opposition elle a tout simplement boycotté le scrutin[26]. Le « nouveau gouvernement » syrien formé peu après est présidé par un pur produit de l'appareil baathiste, Riad Hijab, et ne comporte aucun ministre d'opposition.

L'opposition syrienne est divisée entre divers courants de pensée. Nous trouvons des marxistes de toutes obédiences, dans lesquels se trouvent des opposants historiques, tels Georges Sabra, Michel Kilo, Aytham Mana ; une nouvelle génération, plus jeune et investie sur le terrain, de défenseurs des droits de l'homme, et enfin les islamistes : Frères Musulmans et salafistes. Cette opposition se divise également entre ceux de l'intérieur qui ont créé dès avril 2011 des Comités de coordination locaux (CCL) ; et ceux de l'extérieur représentés par le Conseil National Syrien. Lors de sa création à la fin de l'été 2011, son lancement public étant annoncé à Istanbul le 2 octobre, le CNS avait pour mission d'être le relais de l'opposition intérieure. Des places au sein de son parlement ont même été réservées pour des opposants de l'intérieur qui ne peuvent assister aux réunions à l'étranger. Mais rapidement, le CNS est devenu l'organe des exilés syriens, en particulier des Frères Musulmans qui ont quitté le pays après l'écrasement de leur insurrection en 1982 : ils dominent nettement le CNS, et imposent leurs vues à la direction. Le premier président du CNS, Burhan Ghalioun, universitaire franco-syrien originaire de la gauche nationaliste, installé à Paris depuis les années 1970, fut choisi par les Frères Musulmans, qui voulaient donner une image présentable

23-http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/02/27/l-ue-renforce-ses-sanctions-contre-la-syrie_1648746_3218.html

24- Ne pas voter pour le plébiscite présidentiel fait de vous immédiatement un opposant au président-candidat, ce qui n'est pas le cas pour les municipales ou les législatives, où il ne s'agit pas d'approuver le raïs.

25-http://www.liberation.fr/monde/2012/05/07/legislatives-en-syrie-dans-la-violence-l-opposition-crie-a-la-mascarade_816945

26- http://syrie.blog.lemonde.fr/2012/05/11/legislatives-en-syrie-les-dessous-et-les-lecons-dun-scrutin-de-pure-forme/

et rassurante du CNS, tout en veillant à ne pas favoriser l'ascension d'un groupe politique concurrent. Au fil des mois, le CNS est apparu comme de plus en plus déconnecté de la réalité syrienne, incapable de fédérer autour de lui les divers mouvements d'opposition, prisonnier des querelles politiques, communautaires et d'egos. Les partis d'opposition kurdes ont rapidement pris leurs distances avec le CNS, trop nationaliste arabe et soutenu par la Turquie, qui dénie aux Kurdes la reconnaissance de leur identité. Le refus d'enlever l'adjectif « arabe » de République arabe syrienne, a fait fuir l'essentiel des Kurdes opposants. En décembre 2011, ils ont constitué leur propre Conseil National Kurde à Qameshli, et manifestent le vendredi avec des slogans différents de ceux du Conseil National Syrien depuis février 2012. La nomination à la tête du CNS d'un Kurde pour remplacer Burhan Ghalioun le 9 juin 2012, était censé ramener les Kurdes vers le CNS[27], mais le divorce semble consommé, d'autant que la question kurde en Syrie a évolué, dès le milieu 2011, et après un accord *de facto* avec le régime de Damas, vers une autonomisation croissante des régions kurdes du nord-est, associé à un refus de participer à la rébellion armée aux côtés de l'Armée syrienne libre. Le CNS n'est pas parvenu non plus à attirer les minorités religieuses vers lui, en dehors de quelques individus, en raison du poids des Frères Musulmans. L'échec du CNS a poussé les États-Unis et le Qatar à promouvoir une nouvelle structure pour l'opposition : la Coalition Nationale Syrienne, créée à Doha en novembre 2012. Mais le Conseil National Syrien conserve 40 % des sièges au sein du bureau de la CNS et exerce toujours une forte influence. Le président de la CNS, Moaz al Khatib ne parvient pas véritablement à s'affirmer au sein de cette organisation et auprès des rebelles armés en Syrie[28].

L'Armée Syrienne Libre a initialement refusé de collaborer avec le CNS[29], ses chefs considérant qu'ils n'avaient pas d'ordre à recevoir de civils à l'abri en Europe et aux États-Unis depuis des décennies. L'ASL a également reproché au CNS de ne leur apporté aucune aide matérielle, en particulier en armes et munitions. Finalement, fin novembre 2011, l'ASL a reconnu l'autorité du CNS, mais de manière plus tactique que réelle : le contentieux entre les opposants « de l'étranger » et les combattants « de l'intérieur » paraît durablement installé. L'ASL elle-même est divisée en plusieurs groupes concurrents. L'État-major, installé dans la province du Hatay en Turquie, revendique toutes les embuscades et attaques perpétrées en Syrie par les groupes

27-http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/06/09/syrie-le-cns-doit-s-ouvrir-a-tous-les-opposants_1715517_3218.html

28-Moaz al Khatib a annoncé sa démission de la CNS le 24 mars 2013, estimant être privé de toute liberté dans cette structure. Sa proposition, le 30 janvier 2013, d'un dialogue politique avec les représentants du régime syrien « *n'ayant pas de sang sur les mains* », avait créé surprise, malaise et oppositions au sein de la CNS.

29-http://m.ledevoir.com/international/actualites-internationales/352123/le-regime-syrien-sur-sa-fin

armées de l'opposition, mais ces derniers n'ont aucun contact véritable avec l'ASL et n'obéissent à aucune stratégie. Ils sont constitués de déserteurs et de civils qui ont pris les armes pour défendre leur village ou leur quartier. Il ne faut pas également négliger l'appât du gain pour des gangs de contrebandiers ou des clans mafieux qui se réclament de l'ASL pour prélever un « impôt révolutionnaire ». Le racket et les enlèvements sont devenus fréquents en Syrie depuis l'été 2011. Si la chute du régime est la revendication officielle de l'opposition armée, les motivations politiques paraissent souvent limitées, au profit de l'enrichissement, de la haine confessionnelle, de l'islamisme et des ambitions personnelles. Les combattants se battent au nom d'Allah, et sont aidés par des groupes salafistes qui affluent de tout le monde musulman depuis qu'Ayman al Zawahiri, le chef d'al-Qaïda, a appelé au Jihad contre le régime de Bashar el Assad, « *étape suprême avant la reconquête de la Palestine sur les sionistes* »[30].

Il semble donc que la crise syrienne ne parviendra sans doute pas à être résolue par un dialogue entre le régime et l'opposition. L'affrontement armé prévaut désormais, avec une tendance de plus en plus évidente vers la guerre civile au fil des mois. Une situation que nous avions mise en évidence à propos de Homs dès janvier 2012[31]. Cet état de fait est reconnu par les instances internationales à partir de juin 2012[32]. Il est encouragé par l'affrontement entre l'axe pro-iranien et l'axe prosaoudien qui repose en Syrie sur l'opposition entre la majorité arabe sunnite et les minorités confessionnelles.

B – Une guerre civile qui s'internationalise

Les mesures économiques d'urgence, les réformes politiques placebo et la répression n'ont pas réussi à ramener le calme en Syrie. La crise syrienne s'est internationalisée et l'aide que reçoivent les rebelles de la part des pétromonarchies du Golfe, opposées à l'Iran, contribue à la militarisation du conflit et son prolongement. Le soutien apporté au régime syrien par la Russie et l'Iran lui permet de durer et de réprimer sans souci d'une intervention étrangère, comme ce fut le cas en Libye. Damas est protégé au Conseil de Sécurité de l'ONU par le double véto russe et chinois. Cependant le régime ne parvient pas à venir à bout de la rébellion armée : un conflit de basse intensité s'installe dans la durée avec son cortège d'exactions sanglantes de part et d'autre, caractéristiques d'une guerre civile communautaire.

30-http://www.lepoint.fr/monde/syrie-al-qaida-vient-en-aide-a-l-opposition-15-02-2012-1431772_24.php

31- Fabrice Balanche, « Une guerre civile communautaire se déroule à Homs », *La Croix*, 8 janvier 2012.http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Fabrice-Balanche-Une-guerre-civile-communautaire-se-deroule-a-Homs-_NG_-2012-01-08-755343

32-http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120612-syrie-situation-guerre-civile-selon-onu-haffe-lattaquie

1-La guerre civile communautaire s'installe

Le fait que les manifestations d'opposition se déroulent massivement dans les zones sunnites, tandis que les alaouites et autres minorités confessionnelles ont plutôt tendance à montrer leur soutien au régime, témoigne d'une différence de mobilisation entre les communautés. La nature de la société syrienne et du régime, noyauté par des alaouites, explique évidemment ce phénomène. La majorité des Syriens ont des griefs contre le système politique mais la solidarité communautaire les fait basculer dans l'un ou l'autre camp. La militarisation du conflit accentue le phénomène au fil des mois, puisque l'amalgame entre appartenance communautaire et politique devient caricatural. Comment pourrait-il en être autrement au Proche-Orient ? Le Liban et l'Irak sont victimes du même phénomène communautariste.

La ville de Homs est un parfait exemple de la dérive communautaire du conflit syrien. La troisième agglomération de Syrie (800 000 habitants) est peuplée par une majorité sunnite (65 %), des alaouites (25 %), des chrétiens (moins de 10 %) et quelques milliers de chiites duodécimains. Les alaouites sont venus s'installer à Homs à partir du mandat français (1920 -1945). Auparavant l'accès à la ville leur était déconseillé, si ce n'est comme domestiques. Certes, l'ambiance était plus accueillante qu'à Hama[33], ville sunnite traditionnaliste, où les alaouites n'ont jamais pu s'installer, à l'exception de quelques quartiers récents en banlieue, autour des principales usines publiques. À Homs, la coexistence communautaire semblait ne pas poser de problèmes, dans les années 1980, la ville avait échappée aux violences et à la répression que connut Hama. Les différentes communautés possèdent leur quartiers, mais il existe aussi des quartiers mixtes, tel qu'El Waar, un quartier construit dans les années 1980, à la périphérie ouest de la ville.

Dès le printemps 2011, des manifestations de grande ampleur se sont déroulées à Homs avec une apothéose durant le Ramadan. Puis le conflit s'est envenimé : répression brutale et militarisation de l'opposition. Les rebelles de l'Armée Syrienne Libre se sont emparés de plusieurs quartiers, dont celui de Bab Amer. Ce dernier est d'un grand intérêt stratégique car il est spécialisé depuis longtemps dans la contrebande avec le Liban, ce qui représente un énorme avantage pour les rebelles qui peuvent ainsi en recevoir une aide logistique[34]. En janvier 2012, l'armée syrienne ne contrôlait plus que les quartiers chrétiens, alaouites et El Waar, soit la moitié de la ville seulement. Les enlèvements et les assassinats communautaires se sont

33- Al Dbiyat Mohamed, *Homs et Hama en Syrie centrale*, IFPO, Damas, 1995, 370 p.

34- Des tunnels de plusieurs kilomètres relient le quartier de Bab Amer avec la campagne. Ils furent utilisés pour ravitailler le quartier en armes et munition. Les rebelles ont pu également s'échapper par les tunnels lors de l'assaut donné par l'armée syrienne en février 2012. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2012/03/02/10001-20120302ARTFIG00651-comment-edith-bouvier-a-survecu-a-l-enfer-de-homs.php

multipliés, obligeant de nombreuses familles chrétiennes et alaouites à fuir la ville pour Damas, Tartous[35] ou leurs villages d'origine en Syrie centrale ou dans la région côtière. Le Wadi Nasara, « *la vallée des chrétiens* », où se trouve le couvent Saint Georges, lieu d'estivage traditionnel des Homsiotes est devenu le refuge de milliers de familles qui n'ont pas réintégré Homs en septembre. L'Université et la majorité des écoles sont restées fermés à Homs en raison des combats. Les quartiers alaouites furent pris pour cible par les rebelles qui, faute de pouvoir les investir, les harcelaient quotidiennement à partir de 15h. Le but étant de chasser la population alaouite de Homs car assimilée au système Assad.

Pendant plusieurs mois, le régime n'a pas réagit, laissant les rebelles investir la ville. Puis en février 2012, il a donné l'assaut au quartier de Bab Amer après un bombardement de plusieurs semaines. L'essentiel des 40 000 habitants[36] de ce quartier avait progressivement déserté. Face à la puissance de la Quatrième division dirigée par Maher el Assad[37], l'unité d'élite de l'armée syrienne, les rebelles ne purent que s'incliner et abandonner le quartier le 1er mars 2012[38]. On peut s'interroger sur la stratégie du régime à l'égard de la révolte à Homs. Pourquoi a-t-il attendu plusieurs mois avant de réagir, n'en avait-il pas les moyens militaires ou bien a-t-il volontairement laissé pourrir la situation ? La stratégie de la contre-insurrection consiste à laisser les rebelles se faire détester par les populations par leurs réquisitions, le danger qu'ils font courir aux civils, voire les exactions qu'ils pourraient commettre. Les rebelles prennent également confiance en eux face à des forces régulières qui n'entreprennent rien pour les déloger, ce qui les incite à se regrouper. Il suffit ensuite de fondre sur eux car ils sont incapables, avec du matériel léger et leur faible organisation, de résister à une armée de métier. C'est ce qui s'est produit avec la chute de Bab Amer qui a sonné le glas d'une victoire rapide de l'insurrection et un début de reprise en main par le régime. Cependant, les combats se poursuivent à Homs car le milieu urbain offre aux rebelles syriens un terrain favorable, mais ils sont désormais sur la défensive.

Sur le plan psychologique, le régime syrien n'a-t-il pas eu intérêt à laisser pourrir la situation à Homs vers un conflit communautaire qui servirait ses intérêts ? La peur d'un scénario à l'irakienne lui permet d'apparaître comme

35- Le flux de réfugiés de Homs à Tartous est particulièrement important, au point que la partie sud de la ville, où ils se concentrent, s'appelle aujourd'hui « Homs Jdid » (le nouvel Homs).

36- Le recensement de population syrien de 2004 comptabilise 34 000 habitants à Bab Amer. En 2012, vu la croissance démographique, sa population devait être environs de 40 000 habitants.

37- Maher el Assad est le frère cadet de Bachar el Assad. Il assume de hautes responsabilités militaires à la tête des divisions d'élite de l'armée, presque entièrement alaouites.

38-http://www.france24.com/fr/20120302-syrie-homs-baba-amr-consequences-scenario-bachar-al-assad-armee-pouvoir-opposition-

le garant de la stabilité et le protecteur des minorités. Beaucoup de Syriens, en particulier la majorité silencieuse qui ne prend pas parti en attendant de connaître le vainqueur, sont tentés d'abdiquer leurs revendications politiques pour un retour au calme. Cependant, un conflit communautaire est une arme à double tranchant, car s'il amenait une réunion des sunnites, cela serait fatal à un régime qui ne pourrait au mieux s'appuyer que sur 20 % de la population : les alaouites, piliers du régime et les autres minorités druzes, chrétiens, ismaéliens, chiites duodécimains qui craignent l'hégémonie d'une communauté sunnite en voie de réislamisation profonde. Jusqu'à présent les sunnites sont divisés sur des critères politiques, géographiques et sociaux. Les laïcs rejettent les islamistes, les Alèpins se méfient des Damascènes, et les classes supérieures, qu'elles appartiennent à la bureaucratie ou au monde des affaires, n'ont pas envie de voir leurs privilèges économiques remis en cause l'arrivée de nouveaux acteurs politiques.

Les massacres de civils se sont multipliés au printemps et à l'été 2012 au centre du pays, puis dans les quartiers périphériques de Damas à partir de l'automne 2012. La série a commencé par le massacre de Houla (près de Homs), le 25 mai 2012, perpétré par des milices alaouites, les « *shabihas* »[39], du régime syrien sur des populations sunnites (108 morts, dont 49 enfants) témoignent de l'extension des violences[40]. Il s'agit pour le régime de concurrencer les rebelles sur le terrain de la terreur, pour conserver les populations dans son camp, autre paramètre de la contre-insurrection. Car depuis l'automne 2011 le régime doit également affronter des combattants jihadistes qui affluent en Syrie, notamment depuis Tripoli (nord-Liban) où ils sont soutenus par les réseaux saoudiens[41] mis en place pour contrer le Hezbollah libanais.

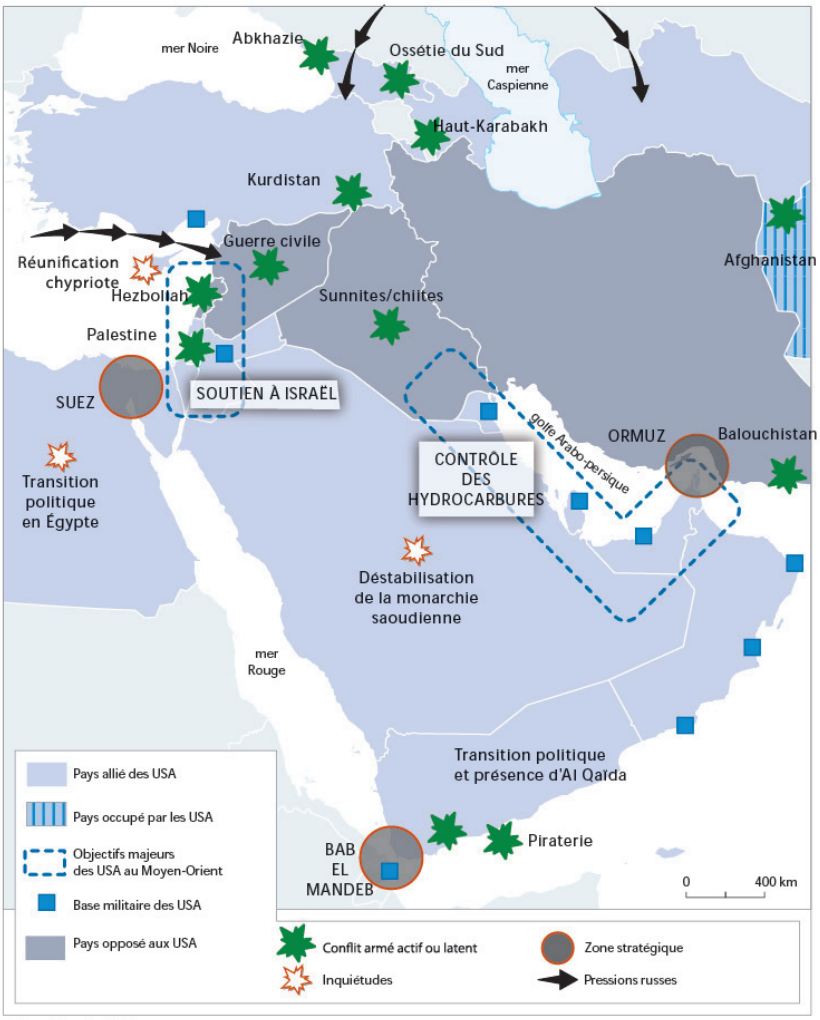
39- « Shabiha » en arabe signifie « fantôme ». Ce sont des supplétifs engagés par des officiers ou des hommes d'affaires très proches du régime. Ils n'ont pas d'existence officielle mais opèrent de concert avec l'armée. Ces miliciens sont recrutés parmi la jeunesse désoeuvrée des campagnes et banlieues du pays alaouite, mais également dans le reste de la Syrie. À Alep, les shabiha proviennent des banlieues pauvres, ils sont sunnites, arabes ou kurdes, l'important est qu'ils soient fidèles au président. En mars 2013, un rapport de la Commission d'enquête internationale et indépendante de l'ONU estime que le régime aurait commencé à intégrer l'ensemble des groupes qui lui sont favorables (milices *shabiha*, mais aussi des comités populaires locaux pro-régime) dans une nouvelle force paramilitaire, les « Forces de défense nationale ».

40- Balanche Fabrice, « Houla : Fin de la coexistence en Syrie ? », *Libération*, 31 mai 2012. http://www.liberation.fr/monde/2012/05/31/houla-fin-de-la-coexistence-en-syrie_822752

41- Malbrunot Georges, « La Syrie : nouvelle terre d'élection des djihadistes », *Le Figaro*, 22 mai 2012. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2012/05/21/10001-20120521ARTFIG00648-la-syrie-nouvelle-terre-d-election-des-djihadistes.php

LE DISPOSITIF AMÉRICAIN AU MOYEN-ORIENT FACE A L'AXE IRANIEN

Protéger Israël et contrôler les hydrocarbures du Golfe



Fabrice Balanche, 2013.

2 – La crise syrienne est révélatrice des nouveaux rapports de force régionaux

La Syrie est un allié stratégique de l'Iran depuis le début des années 1980. Saddam Hussein, leur ennemi commun, les a amenés à se rapprocher. Après la révolution islamique de 1979, l'Iran n'était plus le gendarme des Américains au Moyen-Orient. La Syrie pro-soviétique avait besoin de nouveaux alliés depuis le passage de l'Égypte dans le camp américain après les accords de Camp David en 1978 qui mirent fin au conflit entre l'Égypte

et Israël. L'alliance entre la République islamique (chiite) d'Iran et le régime alaouite de Damas n'est donc pas religieuse à l'origine, mais bel et bien bien stratégique, dans des logiques de *realpolitik*. Cependant, « *l'axe chiite* » qui s'est constitué entre le Hezbollah libanais, la Syrie de Bashar el Assad, l'Irak de Nouri al Maleki et l'Iran, tend en revanche à devenir désormais plus confessionnelle par opposition à « *l'axe sunnite* » dominé par l'Arabie Saoudite, qui inclut les pétromonarchies arabes du Golfe, l'Égypte de M.Morsi, et, dans une certaine mesure, la Turquie d'Erdoğan. Les deux camps ont trouvé des soutiens internationaux, puisque l'OTAN appuie l'axe turc-saoudien et l'alliance sino-russe[42] l'axe pro-iranien.

Pour l'Iran, la Syrie de Bashar el Assad est une pièce maîtresse dans sa politique proche-orientale. Sans elle, le Hezbollah se retrouverait privé d'une base arrière qui lui fournit un soutien logistique indispensable dans sa stratégie libanaise et de confrontation avec Israël. L'Iran veut être en mesure de pouvoir frapper le principal allié des États-Unis dans la région, au cas où le « Grand Satan » lancerait une attaque contre lui. Le discours anti-sioniste des dirigeants iraniens est secondaire, il participe à l'instrumentalisation de la cause palestinienne dans un but de propagande à l'égard des populations arabes et musulmanes permettant de dépasser son caractère chiite et perse. Le fait de soutenir le Hezbollah et le Hamas[43] permet à l'Iran de fustiger les pétromonarchies du Golfe, pro-américaines, accusées d'abandonner la lutte pour la libération de la Palestine. La réthorique anti-sioniste conserve un fort pouvoir de persuasion sur les populations arabes qui met mal à l'aise les émirs du Golfe, critiqués par leur propre population pour leur comportement licencieux.

L'Arabie Saoudite redoute la menace iranienne, en particulier son influence sur les populations chiites du Hasa (au nord-est du royaume), la principale zone pétrolière du pays. Cela explique l'intervention militaire brutale de l'Arabie Saoudite au Bahreïn au printemps 2011, où la majorité chiite s'est révoltée contre la monarchie sunnite qui dirige l'archipel[44]. Le

42- La Russie et la Chine appartiennent à une organisation régionale : « organisation de la conférence de Changaï, destinée à renforcée la coopération entre les pays de part et d'autre de l'ancienne frontière sino-soviétique. La Russie et la Chine trouvent de nombreux points de convergence géopolitiques face à la puissance déclinante des États-Unis.

43- Le Hamas a pris ses distances avec le régime de Bashar el Assad et par conséquent avec Téhéran. Le 25 février 2012, Ismaïl Haniyeh, le Premier ministre du Hamas, a ouvertement prononcé son soutien au peuple syrien. Quant à Khaled Mechaal, le chef du Hamas, il ne réside plus en permanence à Damas. Il semble avoir pris ses quartiers à Doha.

44- Teti Andrea, « Le Bahreïn entre rocher et pétrole », *Outre Terre*, Paris, n° 29, septembre 2011, p. 507-517. Lors du « Printemps de Manama », en février-mars 2011, les opposants à la monarchie des Al-Khalifa ont essayé de dépasser les clivages confessionnels chiites/sunnites pour inscrire leur lutte dans la revendication politique de la démocratie, des droits de l'homme, des élections justes, etc. Comme à Damas, le régime du Bahreïn a immédiatement « confessionnalisé » le conflit, le présentant, avec le soutien des Saoudiens, comme un « complot sectaire », c'es-à-dire une offensive chiite manipulée par l'Iran. Ce qui n'était pas le cas. La

succès des chiites au Liban, en Irak, outre le maintien du régime alaouite à Damas, constitue une inversion du pouvoir « légitime », selon l'Arabie Saoudite, qui devrait échoir à des sunnites, même s'ils sont minoritaires. Le Qatar qui avait l'habitude de prendre des positions diplomatiques contraires à celle de l'Arabie Saoudite depuis 1995, date de l'arrivée au pouvoir du monarque actuel, a fini par se réconcilier avec l'Arabie Saoudite en 2008 et à s'aligner sur elle. Les deux puissances wahhabites[45] se partagent les rôles, l'Arabie Saoudite soutenant plutôt les salafistes, tandis que le Qatar appuie les Frères Musulmans (mais, comme au Koweït, de riches « particuliers » qataris financent aussi des salafistes). Fort de la puissance médiatique d'Al Jezira et de ses excédents commerciaux record[46], le Qatar souhaite jouer un rôle politique de premier plan dans la crise syrienne. Il assure le Conseil national syrien, puis la Coalition nationale syrienne, de son soutien financier, donne la parole à ses membres sur Al Jezira et contribue à l'armement de l'Armée Syrienne Libre. Sur le plan diplomatique, il n'a pas ménagé ses efforts au sein de la Ligue Arabe et à l'ONU pour faire condamner le régime de Bashar el Assad et lui imposer des sanctions. Le but des pétromonarchies du Golfe est d'affaiblir l'Iran en brisant ce qu'elles considèrent comme le maillon faible de l'axe pro-iranien, puisque la Syrie est peuplée par une majorité sunnite et dirigé par une minorité alaouite proche du chiisme. Bien entendu, cette stratégie a le soutien des États-Unis, mais c'était sans compter sur le retour de la Russie sur la scène internationale.

Le régime de Bashar El Assad aurait pu subir le même sort que celui de Mouamar Kadhafi, s'il ne bénéficiait du soutien de la Russie qui a bloqué à l'ONU toute résolution permettant l'usage de la force contre son allié damascène La Russie estime avoir été trompée quand la résolution 1973[47] , adoptée dans le but de protéger les civils de Benghazi d'un éventuel massacre par les troupes de Kadhafi, a été utilisée par l'OTAN pour renverser le régime libyen. Ce qui leur a fait perdre un pays ami en Méditerranée et un marché très rentable pour les entreprises russes. Vladimir Poutine a souligné que le nouveau régime libyen n'a guère été reconnaissant de l'abstention russe, puisqu'il a dénoncé dès le lendemain de la victoire, tous les contrats signés avec des sociétés russes[48] au profit de ses nouveaux alliés : la France, les États-

répression après le 15 mars 2011, après l'intervention des troupes saoudiennes, a effectivement renvoyé le conflit politique du printemps à l'affrontement communautaire classique entre le régime sunnite prosaoudien et la population chiite, politiquement et socialement discriminée.

45- Le Qatar est wahhabite tout comme l'Arabie Saoudite.

46- Le Qatar est un producteur de pétrole moyen, mais le troisième producteur de gaz au monde. Il est parmi les trois premiers pays au monde pour le PIB par habitants depuis 5 ans.

47-http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/03/18/le-texte-de-la-resolution-sur-le-libye_1494976_3212.html

48- Poutine Vladimir, « La Russie et l'évolution du monde », *Moskovskie Novosti*, 27 février 2012. http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html

Unis, la Grande Bretagne et le Qatar. Il n'est donc pas question pour la Russie d'accepter un même scénario en Syrie. Cette dernière ne représente pas un intérêt économique majeur, vu ses faibles ressources en hydrocarbures, mais elle possède un intérêt stratégique avec la base maritime russe de Tartous[49] et des stations radars[50], contrebalançant ainsi celles déployées par l'OTAN dans le sud de la Turquie. Elle s'oppose au bouclier anti-missiles que les États-Unis souhaitent déployer en Europe (avec un radar majeur installé dans l'est de la Turquie), car cela constitue, selon Moscou, une atteinte à sa sécurité.

La Russie souhaite retrouver son rang de puissance mondiale, perdu depuis la chute de l'URSS. Les excédents commerciaux que lui procure l'exploitation de ses immenses réserves de matières premières lui permettent de soutenir cette politique de retour sur la scène internationale. Elle se double de la recherche de débouchés pour ses entreprises : la prospection et l'exploitation des hydrocarbures mais également le complexe militaro-industriel car, à la différence de l'Union Soviétique, la Russie d'aujourd'hui a le sens des affaires. La Syrie est un petit marché pour elle, mais elle se doit de montrer, si elle veut conquérir de nouveaux clients et obligés, qu'elle soutient ses alliés et qu'elle respecte ses engagements en dépit des pressions occidentales. Après avoir été marginalisée sur le plan géopolitique pendant deux décennies, la Russie est donc de retour. Elle reprend sa politique séculaire de descente vers les mers chaudes, ce qui la conduit à s'approcher dangereusement, pour les États-Unis, des réserves pétrolières du Golfe arabo-persique. L'alliance de la Russie avec la Chine à travers la Conférence de Shanghaï (OCS), complique la tâche des Occidentaux à l'ONU sur le dossier syrien puisqu'ils se heurtent également au refus chinois. L'Empire du Milieu ne disputera pas à la Russie sa nouvelle aire d'influence au Proche-Orient. Mais elle aussi a décidé de s'affirmer sur le plan mondial, remettant ainsi en cause vingt ans d'hégémonie étatsunienne sur le monde.

Le régime de Bashar el Assad est donc assuré d'un soutien de la part de la Russie, de l'Iran et dans une moindre mesure de l'Irak qui lui permet de contrer les sanctions économiques et diplomatiques de l'Occident. Le 22 juin 2011, après les condamnations européennes et les premières sanctions économiques, Walid Mouallem, le ministre des affaires étrangères syrien, déclare : « *Nous allons oublier que l'Europe est sur la carte et nous regarderons vers l'est, vers le sud et vers toute main qui nous sera tendue.* »[51].

49- Même si certains experts soulignent que les « facilités navales russes de maintenance et de ravitaillement » (pour reprendre la formule de l'accord soviéto-syrien de 1971 ouvrant Tartous aux Soviétiques) sont de taille modeste (empêchant l'accueil de grands vaisseaux) et de technologies largement obsolètes.

50- Malbrunot Georges, « Moscou a installé une station radar au nord de la Syrie », Le Figaro, 14 juin 2012.http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/14/01003-20120614ARTFIG00548-moscou-a-installe-une-station-radar-au-nord-de-la-syrie.php

51-http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/06/22/006-syrie-mouallem-europe.shtml

Ce que les médias français avaient pris pour le ton péremptoire d'un régime aux abois correspond en fait à une réalité géopolitique douloureuse pour notre ethnocentrisme. Les médias français traquent depuis des mois dans le discours des Chinois et des Russes des indices d'une inflexion de leur politique syrienne : mais il n'en sera rien tant que le régime de Bashar el Assad restera ferme et ne montrera pas de signe d'effondrement. Certes, les Russes ont demandé à Bashar el Assad de ne pas franchir certaines lignes rouges, notamment de ne pas réitérer un massacre comme celui de son père à Hama en février 1982, car cela les placerait dans une situation embarrassante à l'ONU. Après le massacre de Houla, la Russie a poursuivi ses livraisons d'armes et affirmé à l'ONU qu'aucune nouvelle sanction ne devait être prise contre Damas. Les Occidentaux n'ont pas insisté et ils ont renoncé à proposer une nouvelle résolution contre la Syrie au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Conclusion : un bras de fer entre les États-Unis et la Russie, avec le peuple syrien comme victime

Dans les premiers mois de la crise syrienne, nous étions en face d'un conflit politique. Désormais, nous nous trouvons dans une guerre civile communautaire. La résolution du conflit échappe aux Syriens pour se déplacer sur le terrain international, dans un bras de fer entre l'Alliance Atlantique et le nouvel axe sino-russe, qui parrainent respectivement l'axe pro-saoudien et l'axe pro-iranien. Pour l'instant, le jeu géopolitique est donc bloqué, car la Russie et l'Iran soutiennent fermement Bashar el Assad. Et la multiplication de massacres dans la population civile et l'engrenage de la violence ne sont pas des paramètres qui peuvent émouvoir la realpolitik.

Les médias panarabes et occidentaux qui, au printemps 2011, prédisaient la fin du régime d'Assad après quelques mois de révolte doivent convenir qu'il est plus résistant que prévu. Le « *maillon faible* » de l'axe pro-iranien possède une capacité de riposte inattendue, liée à la puissance de son système de répression. Et le soutien de l'armée, dominée par la communauté alaouite, ne lui a pas fait défaut comme en Égypte et en Tunisie. Cependant, il peine à reprendre le contrôle militaire du territoire, car si la Russie protège le régime de sanctions onusiennes et d'une intervention étrangère, elle ne peut empêcher les réseaux saoudiens et qataris de soutenir la rébellion, et surtout ils ne peuvent protéger le régime d'une contestation intérieure qui s'est radicalisée et militarisée.

Si la guerre civile communautaire, limitée pour l'instant à la périphérie du territoire alaouite se généralisait, le régime ne pourrait qu'être perdant à terme. Car dans ce contexte, il ne peut compter que sur le soutien de 20 % de la population (alaouites, chrétiens, druzes, ismaéliens et chiites duodécimains). Il peut espérer la neutralité bienveillante des Kurdes, dont

le but est une autonomie régionale qu'ils semblent en passe d'acquérir, loin de Damas. Le processus de guerre civile est enclenché, tant l'opposition intérieure, à dominante sunnite et islamiste désormais, s'est radicalisée et tant les pétromonarchies du Golfe sont déterminées à faire tomber Bashar el Assad pour porter un coup sévère à l'Iran. Ni l'Arabie, ni le Qatar, n'ont comme préoccupation l'installation en Syrie d'un régime démocratique et laïque : c'est l'affaiblissement de l'Iran, et accessoirement l'installation au pouvoir à Damas d'un régime islamiste, qui les ont amenés à lâcher un régime syrien avec lequel ils ont entretenu de bonnes relations jusqu'à l'été 2011.

Les pays occidentaux sont plus attentistes, car ils ont peur de s'engager dans un nouveau bourbier au Moyen-Orient. Les États-Unis n'ont aucune envie d'une nouvelle aventure militaire dans la région. Barak Obama se concentre sur l'économie américaine et la concurrence avec la Chine dans l'aire Asie-Pacifique. À partir de fin 2012, les Occidentaux ont assuré une aide logistique minimale aux rebelles de l'ASL de manière à maintenir un conflit de basse intensité en Syrie, jusqu'à ce que l'opposition ait constituée une organisation politique capable d'assurer la transition politique avec le régime de Bashar el Assad. Or le CNS, puis la Coalition nationale syrienne ne sont pas arrivés à ce jour à faire la preuve de leur capacité politique de représentation et d'action, non plus qu'à se coordonner avec une ASL dont la réalité organisationnelle est des plus floues[52]. D'autre part, les Occidentaux, qui souhaitent certes empêcher le chaos de s'installer en Syrie, sont désormais confrontés à la montée en puissance militaire et idéologique des djihadistes radicaux antirégime et anti-occidentaux, dont les groupes (tel Al-Nosra) sont très majoritairement composés de Syriens, et pas seulement de djihadistes venus de l'étranger.

C'est dans ce contexte d'enlisement du conflit sur le terrain, d'incapacité des opposants à l'extérieur (CNS) et à l'intérieur (ASL) de faire la différence, de radicalisation islamiste d'une part croissante de l'opposition intérieure, que les rumeurs se font insistantes début 2013 sur : d'une part, l'entraînement de rebelles de l'ASL au maniement d'armes modernes par des Américains, des Britanniques et des Français ; d'autre part sur le projet de certains pays (à ce jour la France et le Royaume-Uni, et peut-être la Turquie) de lever l'embargo sur les armes à destination de la Syrie, et donc, en l'occurrence, à destination de l'ASL. Ces évolutions confirment, si besoin en était, et l'internationalisation du conflit ; et sa militarisation, au détriment des objectifs politiques qui étaient ceux de la contestation pacifique en 2011. Alors que le conflit vient d'entrer dans sa troisième année, Bashar el Assad et ses alliés pourront-ils mettre à profit la situation indécise actuelle du côté des oppositions pour écraser la rébellion ? L'année 2013 sera peut-être décisive

52-Lund Aron, *The Free Syrian Army doesn't exist*, 16 mars 2013 http://www.joshualandis.com/blog/?p=18104

sur le plan militaire. Mais peut-être ne sera-t-elle qu'une phase d'un conflit de basse intensité destiné à durer longtemps.

Bibliographie

Al Dbiyat Mohamed, *Homs et Hama en Syrie centrale. Concurrence urbaine et développement régional*, éd. IFEAD, Damas, 1995, 370 p.

Balanche Fabrice, « Le programme de modernisation de l'irrigation en Syrie », in « Enjeux de l'eau en Méditerranée orientale », *Revue Méditerranée*, n° 118, 2013

Balanche Fabrice, « Le retournement de l'espace syrien », *Moyen-Orient*, n° 12, octobre 2011.

Balanche Fabrice, *Atlas du Proche-Orient arabe,* PUPS, Paris, 2011, 140 p.

Balanche Fabrice, « Les territoires de la révolte en Syrie », *Outre Terre*, n° 27, Septembre 2011.

Balanche Fabrice, « L'État au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient », *L'Espace Politique*, 11 | 2010/2, mis en ligne le 18 novembre 2010,

Balanche Fabrice, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'État », *Revue de géographie de l'Est*, octobre 2010.

Balanche Fabrice, « La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes », *Maghreb-Machrek*, septembre 2008.

Balanche Fabrice, *La région alaouite et le pouvoir syrien,* Karthala, Paris, 2006, 313 p.

Batatu Hana, *Syria Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton University Press, Princeton, 1999, 413 p.

Corm Georges, *Le Proche-Orient éclaté 1956 - 2007*, Gallimard, Paris, 2007, 1128 p.

Corm Georges, *Le Liban contemporain*, La Découverte, Paris, 2005, 340 p.

Hourcade Bernard, *Géopolitique de l'Iran,* Armand Colin, Paris, 2010, 289 p.

Metral France, « Maîtrise de l'eau et société dans la plaine du Ghab », *Revue de Géographie de Lyon*, 1979, vol. 54, n°3, p. 305-325.

Pierret Thomas, *Baas et Islam en Syrie*, Paris, PUF, Coll. Proche-Orient, 2011, 329 p.

Seurat Michel, Syrie : *l'État de Barbarie*, Paris, PUF, Coll. Proche-Orient, (1989), rééd.2012, 286 p

Teti Andrea, « Le Bahreïn entre rocher et pétrole », *Outre Terre*, Paris, n° 29, septembre 2011, p. 507-517.